



CONTRIBUTION DE L'ÉCOLE ÉMANCIPÉE AUX DÉBATS DU CDFN DE NOVEMBRE 2025

MOBILISÉ·ES

pour la justice sociale, fiscale et écologique

La mobilisation pour imposer d'autres choix sociaux, fiscaux, écologiques et démocratiques a démarré sur les chapeaux de roues dès la rentrée. Le 10 septembre a matérialisé une dynamique citoyenne amplifiée le 18 septembre par une dynamique intersyndicale lancée elle aussi au cœur de l'été. L'ultimatum au gouvernement qui s'en est suivi a permis de concrétiser une plate-forme revendicative exigeante déclinée dans un 2 octobre en-deçà. Ces mobilisations cumulées n'ont pas permis de faire bouger le dogme du néolibéralisme. En miroir, le pouvoir n'a jamais été aussi fragilisé et doit sa survie aux compromis(sions) des tenants de la stabilité politique à tout prix. Notre rôle d'organisation syndicale est de bousculer cette forme de « business as usual » et donc de poursuivre mobilisations et dénonciation de ce budget.

Obstination et continuité néolibérale

Pour autant, cette obstination à poursuivre la politique de l'offre et l'assèchement des recettes fiscales, au faible prix de quelques concessions, est patente après la première lecture par l'Assemblée des textes budgétaires. Aucune réelle mesure de justice fiscale n'est prise et une grande partie du « musée des horreurs » est maintenue, même si quelques-unes ont dû être retirées, vaguement retouchées ou promises de

l'être, sous la pression des mobilisations. Cela sans compter la deuxième lame du Sénat.

Alors que la fraude sociale est évaluée à une dizaine de milliards d'euros -dont seulement un tiers imputable aux allocataires sociaux- contre une centaine de milliards pour la fraude fiscale des plus riches et des grandes entreprises, ce sont pourtant les personnes les plus précaires qui deviendraient la cible. Ainsi, le Sénat a voté, sous couvert de lutte contre les fraudes, un amendement permettant à France Travail de fliquer les chômeurs et chômeuses en ayant accès à leurs relevés téléphoniques et aux fichiers aériens. Ce texte, scandaleuse atteinte aux libertés publiques, renforce encore le contrôle social sur les privé·es d'emplois.

Des reculs en trompe l'œil

Néanmoins, les reculs apparents de Lecornu sur des éléments budgétaires saillants - suppression des deux jours fériés, réforme de l'assurance chômage, gel des pensions et des prestations sociales - compliquent la lisibilité de l'orientation budgétaire à grande échelle. À cela s'ajoute le fait que le décalage pour une seule génération en guise de « suspension » de la réforme des retraites, sorte de sparadrap du capitaine Haddock pour le néolibéralisme, a précipité la fracturation de la gauche politique et anesthésié l'intersyndicale à huit qui désormais

peine à s'exprimer ensemble et encore plus à se projeter sur des perspectives de mobilisations. Tout cela paralyse également toute possibilité de mobilisation intersyndicale dans la Fonction publique contre le budget malgré la présence d'une batterie de mesures scélérates, dont plusieurs milliers de suppressions de postes dans les services publics et une année blanche semblant n'être valable désormais que pour les seul-es fonctionnaires.

Au final donc, le budget s'inscrit dans la continuité de la politique néolibérale de l'offre poursuivie sans relâche depuis 2017 : cadeaux fiscaux aux plus riches et aux grandes entreprises, baisse drastique des recettes et austérité au détriment des services publics et de la très grande majorité de la population, avec en prime un biais nationaliste et xénophobe assumé via le projet de suppression des APL aux étudiant-es étranger-es hors UE.

Dans ce contexte, la grève du 2 décembre, qui s'inscrit dans la continuité de celles de la rentrée mais dans un arc syndical plus restreint, apparaît comme indispensable pour que la voix du monde du travail résonne, même si les difficultés à mobiliser largement l'ensemble des salarié-es, comme spécifiquement les agent-es des services publics, sont réelles et objectives. Néanmoins, notre syndicalisme doit tout mettre en œuvre pour convaincre de la nocivité de ce budget, de la possibilité réelle d'alternatives et de l'enjeu de continuer à se mobiliser.

Préparer la suite du 2 décembre

D'ores et déjà, nous devons nous projeter sur la suite. Les conséquences concrètes à l'échelle locale du budget, notamment dans l'éducation avec les suppressions de postes et de classes, permettront de construire des suites. Elles prendront notamment la forme de mobilisations locales pour lesquelles il sera nécessaire de donner un cadre national.

Par ailleurs, si la fin du feuilleton parlementaire budgétaire est loin d'être écrite, la possibilité d'un recours à des ordonnances gouvernementales pour imposer le budget est bien réelle. Cela renforcerait encore la crise démocratique, une des autres raisons de la colère, voire de la désespérance, sociale. La résonance de cette crise est en effet très forte parmi les salarié-es, après le passage en force sur la loi retraites en 2023 et le non-respect du résultat des législatives de 2024. Son lien est très étroit avec la crise sociale. Cette dimension démocratique doit continuer à s'intégrer dans notre discours syndical.

La traduction politique d'alternatives sociales et écologiques se complique suite à l'implosion de l'ex Nouveau front populaire sur la « suspension » de la réforme des retraites et les ambitions présidentielles. Cela impacte la capacité de mobilisation des salarié-es qui peuvent partager globalement l'analyse syndicale sur la nécessité de se mobiliser et l'existence d'autres possibles mais éprouver des difficultés à en percevoir leurs concrétisations éventuelles.

Mener campagne pour des alternatives

Pour éviter une forme d'atonie du monde du travail, il s'agit d'explorer les modalités d'une campagne volontariste en faveur de mesures constituant des ruptures sociales, fiscales et écologiques, sans en oublier l'aspect démocratique. Cette campagne pourrait notamment prendre appui sur la plate-forme de l'intersyndicale à huit qui contient une série de marqueurs de justice sociale et fiscale. Cela pourrait déboucher sur une campagne concrète de terrain permettant d'infuser partout dans le monde du travail une série d'exigences en guise de programme minimum pour les salarié-es, une sorte de programme de rupture à imposer pour la suite. Une campagne s'inspirant de celle de la FSU sur la dette et le budget. Une campagne contribuant à imposer les urgences sociales et écologiques dans le débat public, à l'image du mouvement féministe sur la culture du viol. Une campagne indispensable pour endiguer la progression de l'extrême droite, dans la diffusion de ses idées racistes et dans sa progression électorale. Une campagne démontrant qu'elle est l'ennemi principal du monde du travail en s'appuyant notamment sur son soutien éclatant au patronat dans les débats budgétaires. Une campagne qui pourrait revêtir une certaine souplesse dans les cadres, oscillant entre des prises de positions de l'intersyndicale à huit, une possible campagne menée à cinq comme en juin 2024 ou à trois comme pour la grève du 2 décembre.

Articuler au mieux ces différents cadres ensemble en liant la question démocratique avec la question sociale permettrait d'éviter une forme de désespérance.

Notre syndicalisme se doit à la fois de porter l'unité la plus large mais d'assumer aussi la nécessité de faire émerger une alternative sociale et écologique pour lutter résolument contre le libéralisme et l'extrême droite.

FACE A L'INTERNATIONALE FASCISTE,

des luttes populaires sources d'espoir

La COP30, aux résultats catastrophiques au regard de l'urgence climatique, s'est tenue, en l'absence des Etats-Unis, et sur fond de *backlash* climatosceptique, orchestré par l'extrême droite à l'international. Celle-ci enregistre des victoires. Des victoires politiques comme dans l'Union Européenne, où, associée à la droite, elle a fait adopter la directive Omnibus 1, un recul majeur en termes de dérèglementation, au profit des multinationales et au détriment des normes sanitaires, environnementales et sociales. Une telle alliance se dessine à nouveau pour affaiblir la législation anti-déforestation. Cette alliance au service du capital appelle des réponses collectives et syndicales à l'échelle de l'UE.

Des victoires électorales, comme en Argentine, avec le succès de Milei aux législatives. Au Chili, elle est aux portes du pouvoir, le premier tour de l'élection présidentielle a montré une radicalisation des droites et un affaiblissement historique de la gauche pourtant rassemblée derrière Jeannette Jara.

La vague brune en Amérique latine ne peut être dissociée de la pression impérialiste des Etats-Unis. Le chantage fait par Trump aux Argentins d'un chaos financier s'ils refusaient de soutenir le gouvernement Milei est un ressort essentiel de sa victoire. Le déploiement sans précédent de la flotte et les bombardements d'embarcation sous le prétexte, peu crédible, de lutte contre le trafic de drogue laissent présager le retour à un interventionnisme états-unien direct qui marquerait un peu plus l'affaiblissement du multilatéralisme et du droit international. Les menaces d'agression contre le Venezuela, et les ambitions affirmées du secteur pétrolier US montrent également un regain de l'impérialisme états-unien.

Celui-ci s'exerce aussi en Ukraine où l'ultimatum adressé au gouvernement Zelensky pour le forcer à avaliser une capitulation favorable à la Russie de Poutine, déguisée en plan de paix, montre, outre les ambitions en matière d'investissements américains, la capacité des extrême droites et pouvoirs autoritaires à s'entendre au détriment des démocraties, du droit international et des populations civiles.

C'est ce que rappellent l'inacceptable poursuite des violences génocidaires au Soudan, sur fond de commerce d'armes lucratif et d'appétits impérialistes régionaux pour les terres arables et les ressources minières, comme la situation au Proche-Orient, également marquée par l'interventionnisme américain. Le plan Trump pour Gaza, avalisé par le conseil de sécurité, n'a pas permis d'arrêter le génocide. Le processus a

été ralenti, mais l'État colonial israélien, avec son gouvernement d'extrême droite, continue les bombardements réguliers à Gaza comme au Liban et entrave toujours l'accès à l'aide humanitaire. La situation des Gazaoui-es reste insoutenable, tandis qu'en Cisjordanie, la colonisation se poursuit et les violences des colons comme de l'armée israélienne sont quotidiennes. La résolution du Conseil de sécurité, votée par la France, entérine une mise sous tutelle néocoloniale du peuple palestinien, nie son droit à l'auto-détermination et exonère Israël de toute obligation concrète de faire respecter le droit international. Refuser de laisser l'extrême droite imposer son narratif et défendre la justice et le droit international sur cette question emblématique est crucial. Il s'agit donc de continuer à se mobiliser, notamment le 29 novembre, pour exiger le respect des droits du peuple palestinien comme des sanctions concrètes et l'embargo sur les ventes d'armes de la part du gouvernement français.

De New York au Népal

Néanmoins, des sources d'espoir existent face à cette vague brune et guerrière. Elles passent par les résistances populaires qui se déploient dans le monde entier jusqu'au cœur des Etats-Unis. La victoire de Zohran Mamdani à New-York et de Katie Wilson à Seattle sur un programme de justice sociale et fiscale, de refus des racismes ont offert une perspective positive immédiate d'amélioration de la vie quotidienne. Elle montre qu'une campagne populaire, qui rassemble notamment des milliers de syndicalistes sur des mots d'ordre d'émancipation, peut être victorieuse. C'est ce que montrent aussi les mouvements de jeunesse qui, au Népal et à Madagascar, ont exigé la justice sociale et la fin de la corruption et ont obtenu la chute des gouvernements en place. En Équateur, au Maroc ou en Indonésie, cet automne a aussi été marqué par les contestations populaires de la GenZ, qui fait face à une intense répression. **L'urgence climatique et démocratique, le besoin de justice sociale et environnementale sont des ressorts puissants pour agir. Les luttes à l'international nous rappellent que le sort de la confrontation avec les pouvoirs autoritaires n'est jamais tranché définitivement et dépend aussi de l'action du plus grand nombre et des solidarités internationalistes que nous pouvons déployer.**

LES LUTTES ECOLOGIQUES, des leviers de transformation sociale

La COP30 se tenait du 10 au 21 novembre à Belém au Brésil, 10 ans après les accords de Paris et pour la première fois sans les États-Unis d'un Trump déterminé à entraver toute coopération internationale en matière climatique.

Irresponsabilité des pays riches

Les enjeux étaient considérables, mais les pays riches, et en particulier la France et l'Union Européenne, n'ont pas permis que la COP30 débouche sur un accord à la hauteur des enjeux en refusant de revoir à la hausse leurs objectifs de réduction des gaz à effet de serre (GES) et, surtout, en refusant un financement juste et suffisant des fonds destinés à assurer l'adaptation à la surchauffe planétaire des pays du Sud. Une surchauffe dont les pays riches sont les principaux responsables. La mise en avant d'objectifs sur la sortie des énergies fossiles ne peut être crédible qu'avec des garanties de justice environnementale et financière pour le Sud global.

À mi-parcours, une marche globale pour le climat réunissant plusieurs dizaines de milliers de manifestant-es issu-es d'un millier d'organisations et collectifs, avait rappelé aux négociateur-trices que l'urgence climatique et l'extractivisme fossile comme minier impactaient en premier lieu les populations les plus pauvres. Cette marche a témoigné de la capacité des mobilisations pour le climat à articuler et fédérer les luttes pour faire exister les revendications des plus marginalisé-es.

Pour autant les résultats de la COP sont un échec, l'humanité va payer les conséquences du manque de volonté des États à agir et à imposer des règles contraignantes en matière d'émissions de GES. Désormais, la trajectoire actuelle déboucherait sur un réchauffement global dépassant +2,5°C dans la seconde moitié de ce siècle. Plus que jamais l'urgence climatique doit guider le mouvement social et syndical et inspirer ses mobilisations.

L'Union Européenne s'apprête à signer l'accord UE Mercosur, avec la bénédiction de Macron qui, face aux lobbies, a changé de position. La FSU doit rappeler sa ferme opposition à cet

accord et soutenir les initiatives de mobilisation sur ce sujet.

Succession de mobilisations

En France, après le succès de la pétition contre la loi Duplomb cet été, les questions de santé liées à l'environnement restent vives. Ainsi, toute la matinée du 17 novembre, 500 personnes issues de différents réseaux (Soulèvements de la Terre, Confédération paysanne, Cancer colère, Faucheurs volontaires, Collectif de soutien aux victimes des pesticides...) ont mis à l'arrêt le site BASF de Saint-Aubin-lès-Elbeuf (76) et procédé à « l'inspection citoyenne » de cette usine de fabrication de pesticides agricoles également à l'origine de rejets massifs de Pfas dans la Seine. Le 19 novembre, le Collectif stop amiante éducation a permis de médiatiser le dépôt d'une plainte contre X auprès du pôle santé publique du tribunal de Marseille pour mise en danger de la vie d'autrui sur la question de l'amiante dans les locaux scolaires.

Les mobilisations contre les grands projets écocidaires sont aussi bien vivantes. Certaines se poursuivent comme celles contre l'A69 ou le Canal Seine Nord Europe et d'autres naissent comme celle contre le Surf Park de Talmont-Saint-Hilaire (85).

Pas de backlash écolo

La vitalité de ces luttes montre que le prétendu *backlash* écologique relève d'une offensive politico-médiatique, et que notre camp social reste majoritaire dans la bataille des idées sur ce terrain qu'il faut continuer d'investir. En particulier, la révélation des vidéos des gendarmes sur la répression violente à Sainte-Soline a jeté un éclairage glaçant sur cette réalité et montre à quel point elles sont un levier de transformation sociale. **La violence institutionnalisée s'abat à chaque fois sur les mobilisations craintes par un pouvoir gardien du capitalisme, ce qui plaide pour que notre syndicalisme mette les questions écologiques encore plus au centre de son action, en les articulant aux questions de justice sociale, fiscale et de démocratie.**